



La soupe au caillou

Par l'équipe du Collectif

Numéro 381

4 mars 2014



Les nouvelles courent

Un appel aux partis politiques

Dimanche dernier, la Fédération de femmes du Québec (FFQ) a rendu public son appel *Agir pour un Québec sans inégalité*, qui demande aux partis politiques de s'engager à mettre en place des programmes de sensibilisation et d'éducation pour contrer les différentes formes de discrimination et d'inégalité qui perdurent dans la société québécoise. Cet appel a été signé jusqu'ici par près de 1000 personnes et groupes, dont le Collectif. Il est encore possible d'ajouter son nom à la liste des signataires, en se rendant au www.ffq.qc.ca/2014/03/signez-la-petition-agir-pour-mettre-fin/. Comme l'affirme Alexa Conradi, la présidente de la FFQ, « Plus nous serons nombreuses et nombreux à interpeler les partis sur ces enjeux, plus la pression sera forte sur le prochain gouvernement pour passer de l'inertie et l'indifférence à l'action ».

Plateforme politique féministe

Le Groupe des 13, une coalition de groupes, de regroupements et de tables de groupes de femmes qui œuvrent à la défense des droits des femmes, a créé un microsite pour faire valoir ses revendications dans le cadre de la présente campagne électorale. En plus de contenir la plateforme politique féministe du Groupe, le site présente les réponses des partis politiques aux questions qui leur ont été adressées ainsi qu'une série de propositions pour répondre aux enjeux politiques, économiques et sociaux auxquels le Québec est confronté.

Pas d'avenir sans l'égalité, pas d'égalité sans les femmes!

<http://politiquesfeministes2014.com/>

Élections Québec 2014 PARLONS PAUVRETÉ



Collectif
pour un Québec
sans pauvreté

Élections Québec 2014

Un manque de vision préoccupant

À quelques jours du scrutin, le Collectif pour un Québec sans pauvreté dresse un bilan inquiétant de la campagne électorale. Le manque de vision exprimé par la majorité des partis politiques en matière de lutte à la pauvreté porte à croire que, pour eux, les gens en situation de pauvreté sont des citoyenNES de seconde zone.

« Le discours de la plupart des partis nous présente une vision très partielle du monde : une société dans laquelle la pauvreté ne semble pas être un enjeu. Le Collectif espère que la réflexion des candidatEs va plus loin que le discours de leur formation, sinon c'est assez décourageant! », de s'exclamer Serge Petitclerc, porte-parole du Collectif. En effet, à l'exception de Québec solidaire, les partis politiques ne proposent aucune stratégie cohérente et significative qui permettrait au Québec de tendre vers une société sans pauvreté, égalitaire et riche de tout son monde.

L'équilibre des finances publiques est le prétexte le plus souvent utilisé pour éluder le sujet de la lutte à la pauvreté ou pour éviter de s'y engager. Les partis soutiennent presque unanimement qu'il faut d'abord créer la richesse avant de la partager. « C'est tout simplement un non-sens. C'est une façon de

négliger la question. D'abord, la lutte à la pauvreté ne doit pas seulement être considérée comme une dépense, puisque d'importantes économies y sont rattachées. Ensuite, la richesse existe déjà au Québec, et qu'est-ce qu'on en fait? On la laisse s'accumuler dans les poches des personnes les plus riches », de renchérir M. Petitclerc.

Le parti politique qui formera le prochain gouvernement devra travailler à l'élaboration et à l'adoption du prochain plan d'action gouvernemental en matière de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale. « Il ne reste qu'un an avant le dépôt du prochain plan d'action. Il serait souhaitable que les députéEs poussent un peu plus loin leur analyse des enjeux liés à la pauvreté, aux inégalités et aux préjugés puisque le prochain gouvernement devra présenter une stratégie pour les années 2015 à 2020. Il faudrait éviter de répéter les erreurs du passé, des erreurs dénoncées par les mouvements sociaux. Il faudrait aussi remédier au manque de rigueur, lequel a même été signalé par le Vérificateur général du Québec » de conclure M. Petitclerc. Le Collectif sera là pour rappeler aux partis qui siégeront à l'Assemblée nationale leurs devoirs en matière de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale.

Élections Québec 2014
**Hausser les tarifs, c'est faire fi de
l'appauvrissement**

Québec, le 2 avril 2014 – Au lendemain de l'entrée en vigueur de la hausse de 4,3 % des tarifs d'électricité, le Collectif pour un Québec sans pauvreté réitère que la « révolution tarifaire » est une erreur et que le prochain gouvernement devra reculer sur les décisions des dernières années issues du principe de l'utilisateur-payeur.

En appliquant de plus en plus systématiquement la logique de la tarification, le gouvernement du Québec porte atteinte à une dimension fondamentale des services publics québécois, soit d'être un instrument de redistribution de la richesse. « En effet, une majorité de ménages reçoivent davantage de services que ce qu'ils paient en impôts, taxes et cotisations. L'accessibilité aux services publics favorise une meilleure équité au sein de la population. Mais avec les hausses successives de tarifs des dernières années, l'effet redistributif s'est amoindri », d'affirmer Serge Petitclerc, porte-parole du Collectif. À titre d'exemple, l'augmentation annoncée des frais de garde, les hausses d'Hydro-Québec de cette année et la taxe santé toujours en vigueur augmentent d'environ 1 300 \$ les dépenses d'un couple à faible revenu avec deux jeunes enfants. « Les ménages québécois peuvent bien se sentir étouffés... », d'ajouter M. Petitclerc.

Selon ce dernier, « Quand un gouvernement s'engage dans la voie des hausses de tarifs, c'est qu'il fait fi de l'appauvrissement de la classe moyenne et des personnes déjà pauvres. Si le prochain gouvernement manque d'imagination pour augmenter les revenus de l'État, il pourra s'inspirer des propositions de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, il verra bien que plusieurs autres pistes sont envisageables! »

Le Collectif pour un Québec sans pauvreté est d'avis que le prochain gouvernement doit chercher des solutions du côté de la fiscalité. L'ajout de paliers à la table d'impôt des particuliers, par exemple, permettrait d'augmenter les revenus de l'État tout en favorisant la réduction des inégalités socio-économiques.



Collectif pour un Québec sans pauvreté

165, de Carillon, local 309, Québec (QC), G1K 9E9

Téléphone: (418) 525-0040 / Télécopieur: (418) 525-0740 / Courriel: collectif@pauvrete.qc.ca

www.pauvrete.qc.ca

Campagne électorale 2014

Des engagements réclamés pour lutter contre la pauvreté

Québec, le 27 mars 2014 – À quelques heures du dernier débat entre les cheffEs et porte-parole des partis politiques, sept organisations nationales ont pris la parole ce matin pour dénoncer le silence entourant plusieurs enjeux majeurs qui n’ont pas été traités depuis le début de la campagne électorale.

Le Front commun des personnes assistées sociales du Québec (FCPASQ), le Collectif pour un Québec sans pauvreté, le Front d’action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), le Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ), L’R des centres de femmes du Québec, le Réseau solidarité itinérance du Québec (RSIQ) et le Mouvement d’éducation populaire et d’action communautaire du Québec (MÉPACQ) demandent aux partis politiques de prendre leurs responsabilités en présentant des engagements pour diminuer les inégalités de revenus et pour lutter contre la pauvreté, deux défis pour ainsi dire évacués de la présente campagne électorale.

Ces organisations revendiquent incessamment un rehaussement des prestations d’aide sociale. « Dans la campagne actuelle, c’est comme si les personnes assistées sociales n’existaient pas, alors qu’il y a environ 450 000 enfants et adultes qui vivent dans des familles exclues du marché du travail », déplore Marielle Bouchard, du FCPASQ. Elle rappelle que ces personnes n’ont pas un revenu suffisant pour se nourrir et que les banques alimentaires n’ont plus assez de nourriture pour répondre à la demande. « Où est la volonté politique de faire respecter la dignité humaine au Québec? », se questionne-t-elle.

Serge Petitclerc, du Collectif pour un Québec sans pauvreté, s’inquiète de l’accroissement des inégalités sociales au Québec : « Tous les partis se disent en faveur de la lutte à la pauvreté, pourtant il y a encore près d’un million de personnes pauvres au Québec. Il y a beaucoup de richesse ici, mais elle est dans les mains de quelques-uns. Les partis ont le devoir de nous annoncer de quelle manière ils comptent mieux la partager. » Le fossé qui se creuse entre les plus riches et les plus pauvres n’est pas étranger aux politiques d’austérité et au recours accru à la tarification des services publics.



Collectif pour un Québec sans pauvreté

165, de Carillon, local 309, Québec (QC), G1K 9E9

Téléphone: (418) 525-0040 / Télécopieur: (418) 525-0740 / Courriel: collectif@pauvrete.qc.ca

www.pauvrete.qc.ca

Renée Fortin, de L'R des centres de femmes du Québec, rappelle pour sa part que les femmes sont particulièrement touchées par les hausses de tarifs et l'instauration de nouvelles tarifications, comme la taxe santé. « Les personnes en situation de pauvreté, en majorité des femmes, n'ont pas de marge de manœuvre dans leur budget pour payer cette tarification croissante de nos services publics », insiste-t-elle.

Les organisations dénoncent le peu d'égards envers les droits économiques et sociaux que le Québec s'est pourtant engagé à respecter en adhérant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, en 1976. Jonathan Carmichael, du RCLALQ, rappelle que le droit à un logement convenable est directement lié au droit à un niveau de vie suffisant. « Alors que la population locataire a subi des augmentations de loyer moyennes de 41 % depuis le début des années 2000, le contrôle des loyers devrait faire partie intégrante des engagements des divers partis dans cette campagne », affirme-t-il.

479 775 ménages locataires du Québec, soit 37 % d'entre eux, déboursent plus que la norme de 30 % de leur revenu pour se loger. « Cela a des conséquences graves sur plusieurs pans de leur vie, comme la santé, l'éducation et l'emploi », de renchérir Véronique Laflamme, porte-parole du FRAPRU. « Ne pas envisager de plans ambitieux pour régler le problème en développant des logements sociaux en nombre suffisant, ça ressemble à de l'aveuglement volontaire », dénonce-t-elle. Comme le RSIQ, elle s'inquiète également du sort qui sera réservé à la politique nationale en itinérance (dévoilée juste avant le déclenchement des élections) et au plan d'action qui doit la mettre en œuvre.

Les sept organisations réunies aujourd'hui soutiennent qu'il est inacceptable de laisser autant de gens vivre dans la très grande pauvreté alors que le Québec a les moyens d'assurer une meilleure redistribution de la richesse. Elles comptent sur le parti politique qui formera le prochain gouvernement pour adopter sans tarder des mesures fiscales qui permettront de mieux financer les programmes sociaux, comme la réduction des subventions aux entreprises, le rehaussement du taux d'imposition des sociétés, la réinstauration de la taxe sur le capital pour les entreprises financières et un meilleur contrôle du coût des médicaments.



Collectif pour un Québec sans pauvreté

165, de Carillon, local 309, Québec (QC), G1K 9E9

Téléphone: (418) 525-0040 / Télécopieur: (418) 525-0740 / Courriel: collectif@pauvrete.qc.ca

www.pauvrete.qc.ca